

Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 139 – 2^{ème} trimestre 2009

**Synthèse de la conjoncture
à Saint-Pierre-et-Miquelon**

La conjoncture internationale et nationale

Atténuation de la récession sur l'ensemble des régions du monde

Les indicateurs mondiaux tendent à montrer une décélération de la récession au cours du second trimestre 2009, grâce notamment aux importantes mesures de relance prises au niveau mondial et à l'amélioration des conditions de financement de l'économie. Si les signes d'embellie sont perceptibles sur tous les continents, des incertitudes persistent sur les conditions d'une reprise durable.

Parallèlement, les tensions inflationnistes mondiales, enregistrées à la fin du 1^{er} trimestre 2009, ont diminué rapidement en raison de la faiblesse de l'économie mondiale, de l'augmentation des capacités inutilisées de production et d'effets de base négatifs provenant des hausses de prix des matières premières intervenues l'année dernière.

* * *

Les **Etats-Unis** ont enregistré leur quatrième trimestre consécutif de baisse de leur activité, mais cette fois l'ampleur a été nettement moindre : les premières estimations chiffrent une contraction de l'économie américaine de 1 % au deuxième trimestre 2009 après une baisse de 6,4 % au premier trimestre en rythme annualisé¹. L'atténuation de la récession provient de la contribution positive du commerce extérieur² et de la dépense publique qui a été particulièrement vigoureuse ce trimestre (+5,6 %). Toutefois, les investissements se sont à nouveau repliés et la consommation des ménages, à la différence du premier trimestre, s'est à nouveau contractée, malgré les importantes mesures de soutien à la consommation d'automobiles, pénalisant la croissance de 0,9 point. Sur le marché du travail, les destructions d'emplois se sont poursuivies mais à des rythmes deux fois inférieurs à ceux observés durant la période de novembre à avril³. Pour autant, le taux de chômage a continué de croître et s'est établi à 9,5 % en juillet. Le niveau général des prix s'est replié encore plus fortement qu'au premier trimestre (-1,4 % en juin), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie (-25,5 %). Cependant, hors prix alimentaires et énergie, le taux d'inflation était de 1,7 % en juin. Les taux d'intérêt directeurs sont restés inchangés dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %.

Le **Japon** est sorti de la récession avec une croissance positive au second trimestre 2009 à 0,9 % en rythme trimestriel, après quatre trimestres consécutifs de baisse (-3,1 % au 1^{er} trimestre 2009). L'archipel a bénéficié des effets du plan de relance du gouvernement sur la demande interne, par le biais notamment d'aides à l'achat de véhicules propres, permettant une légère reprise de la consommation des ménages (0,8 %), mais surtout en raison de la forte hausse de l'investissement public (+8,1 %) qui est venue atténuer les effets de la chute de l'investissement des entreprises. En outre, les exportations japonaises ont de nouveau augmenté (+6,3 %, après -22,5 % au 1^{er} trimestre) sous l'effet de la reprise de la croissance chinoise et des plans de relance d'autres pays, bénéficiant en particulier au secteur de l'électronique grand public. L'évolution des prix a continué de fléchir (glissement annuel de l'IPC de -1,8 % en juin, après -0,3 % en mars). Cependant, le nombre de chômeurs a bondi de plus de 30 % sur un an et le taux de chômage a atteint 5,2 % en mai. Dans ce contexte, la Banque du Japon a laissé inchangé son taux objectif autour de 0,1 %.

Le **Royaume-Uni**, à l'instar des Etats-Unis, a affiché une baisse de son PIB pour le quatrième trimestre consécutif mais à un rythme beaucoup plus lent (-0,8 %, après -2,4 % au premier trimestre⁴). L'inflation a continué de ralentir et passe en dessous de la barre des 2 % (1,8 % en juin). La Banque d'Angleterre a maintenu son taux directeur à 0,5 % et a procédé à l'achat d'actifs pour un montant de 125 milliards de livres sterling.

La **zone euro** a continué à connaître un rythme de croissance négatif mais l'ampleur de ce dernier s'est nettement atténuée au cours du second trimestre 2009, avec un repli de seulement 0,1 % (après -2,5 % au 1^{er} trimestre 2009). Cette décélération est due aux performances satisfaisantes des deux économies principales de la zone euro, l'Allemagne et la France, qui ont toutes deux affiché une croissance de +0,3 % en rythme trimestriel. Les taux annuels d'inflation ont diminué en juin et juillet (respectivement de -0,1 et -0,7 %), principalement en raison de la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires ; mais, si l'on exclut ces éléments volatils, les rythmes d'inflation demeurent orientés à la hausse (1,2 % sur un an en

¹ Soit en rythme trimestriel un recul de 0,3 % au second trimestre, après -1,6 % au premier trimestre 2009.

² Cependant, la contribution des échanges est positive à cause de la chute des imports, et d'une moindre baisse des exports par rapport aux trimestres précédents.

³ Les pertes d'emplois étaient de -331 000 emplois en moyenne par mois de mai à juillet contre -645 000 par mois pour la période novembre à avril.

⁴ Chiffre révisé par rapport à la précédente estimation d'une contraction de 1,9 %.

juillet). Sur le marché du travail, le taux de chômage des pays de la zone a continué de croître (il atteint 9,4 % de la population active en juin 2009, contre 7,5 % un an auparavant). Enfin, la BCE a laissé inchangé ses taux directeurs, le taux de l'opération principale de refinancement restant fixé à 1 %, son niveau depuis le 7 mai 2009.

La croissance du PIB trimestriel de la **France** redevient positive au second trimestre 2009 (+0,3 %) après quatre trimestres consécutifs de baisse. Ce résultat satisfaisant, inattendu après un premier trimestre en repli de 1,3 %, résulte de la conjonction de deux facteurs : d'une part, la consommation des ménages a continué de se maintenir à un rythme positif et s'est même légèrement accélérée, sous l'effet notamment de la désinflation et des primes à la casse, et, d'autre part, le solde extérieur a contribué fortement à la croissance (+0,9 point) grâce au retour à la hausse des exportations (1 % après -7,1 % au 1^{er} trimestre) et à un nouveau repli des importations. Le redressement de l'industrie manufacturière, et notamment le secteur automobile⁵, a permis un rebond de la production de biens et services. L'investissement des entreprises a continué d'être en repli (-1 %) mais dans une moindre mesure qu'au premier trimestre (-2,6 %) et les variations de stocks ont continué d'impacter négativement la croissance (pour -0,6 point). Cependant la hausse du chômage, qui s'est confirmée au second trimestre (avec un taux de chômage de 9,4 % en juin), devrait peser sur l'activité. S'agissant de l'évolution des prix, l'inflation en glissement annuel a été négative pour les mois de mai à juillet (-0,7 % en juillet) en raison des baisses des prix des produits frais et surtout des prix de l'énergie. L'inflation sous-jacente a évolué à la hausse (+2,2 % en juillet après 1,6 % en avril), du fait notamment de l'augmentation saisonnière du prix des services, la baisse du taux de TVA dans les cafés/restaurants n'ayant eu qu'une faible répercussion à la baisse sur les prix.

Enfin, la croissance économique dans les **économies émergentes** a évolué de façon disparate. Dans les principaux pays d'Amérique latine, la contraction de l'activité s'est poursuivie mais à des rythmes relativement faibles, tandis que certains pays d'Asie ont continué d'afficher des croissances positives. Le Mexique, contrairement aux autres pays d'Amérique latine, s'est toutefois enfoncé davantage dans la récession, notamment en raison de l'effondrement de ses échanges avec les Etats-Unis, des effets négatifs de la pandémie de la grippe A sur le secteur des services et de la fermeture de plusieurs usines d'automobiles. La Chine, pour sa part, a de nouveau enregistré une hausse de son PIB (7,9 % après 6,1 % au premier trimestre en rythme annuel⁶), soutenu notamment par la forte hausse de l'investissement public dans les infrastructures. Enfin, les taux d'inflation sont restés négatifs en Chine (-1,7 % en juin en glissement annuel) et ont commencé à légèrement se détendre en Amérique latine (autour de 5 %).

Le PIB réel de **l'économie canadienne** a reculé de 0,9 % au cours du deuxième trimestre, après une contraction de 1,6 % au premier trimestre. La hausse de 0,1 % du PIB réel en juin, après 7 mois de baisse, semble indiquer une atténuation de la récession. L'augmentation du taux de chômage s'est poursuivie pour atteindre 8,6 % CVS à fin juin, soit un accroissement de 2,4 points depuis octobre 2008.. Pour leur part, les exportations de marchandises ont décliné de 9,9 % sur le 2^{ème} trimestre (soit - 33,0 % sur un an), ce recul affectant l'ensemble des marchés ; les importations de marchandises ont également fléchi (-6,6 % sur le trimestre, - 23,0 % sur un an) ; les échanges de marchandises accusent ainsi un déficit de 55 millions dollars canadiens. Par ailleurs, le taux d'inflation a diminué régulièrement au cours du trimestre pour devenir négatif en juin (- 0,3 % en glissement annuel).

Après plusieurs années consécutives de croissance liée à l'essor du secteur pétrolier, le produit intérieur brut de la province de **Terre-Neuve-et-Labrador** a subi les effets de la crise en 2008 (- 0,1 % sur l'année). Les ventes (404,4 millions CAD en juin 2009) ont régressé de 41,3 % sur un an. Toutefois, la demande intérieure reste bien orientée, le commerce de détail s'élevant à 606,1 millions CAD à fin juin (+ 1,0 % sur le trimestre, + 3,2 % sur un an). Le taux de chômage de la province a atteint 15,6 % à fin juin (14,7 % à fin mars). Enfin, l'Indice des Prix à la Consommation de la province s'établissait à 115,8 en progression de 0,3 % sur un an.

⁵ Le secteur automobile français a au cours du 2nd trimestre bénéficié des mesures des plans de relance français mais également allemands (primes à la casse), contribuant ainsi au redressement de la production industrielle et des exportations.

⁶ Soit en rythme trimestriel, une croissance de 1,7 % au 2nd trimestre après 1,5 % au 1^{er} trimestre 2009.

La conjoncture économique à Saint-Pierre-et-Miquelon

La conjoncture économique de l'archipel au deuxième trimestre demeure peu dynamique. Malgré la reprise estivale des activités saisonnières (en particulier, la construction et les activités portuaires et aéroportuaires), les indicateurs macroéconomiques sont orientés à la baisse sur un an.

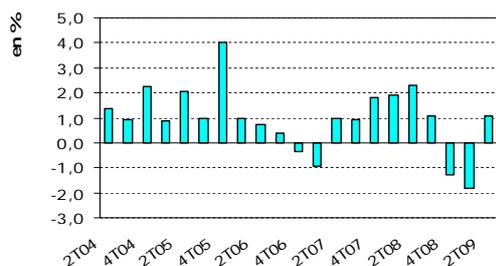
Le ralentissement de l'inflation, lié à la baisse des prix de l'énergie, n'a pas entraîné de reprise de la consommation des ménages qui tend à décroître. Les importations tant de produits alimentaires que de produits manufacturés enregistrent une baisse significative. Pour leur part, les exportations se sont effondrées, sous l'effet de la chute des captures de la pêche artisanale qui a souffert de l'inactivité du principal chalutier et des difficultés des usines de transformation des produits de la pêche, entraînant une dégradation de la balance commerciale déjà largement déficitaire.

Seul le trafic aéroportuaire et portuaire a enregistré une évolution favorable. Le marché de l'emploi s'est certes amélioré sur le trimestre grâce à la reprise saisonnière mais s'est dégradé sur douze mois.

Les crédits d'exploitation et les crédits d'équipement aux entreprises sont en repli sur le trimestre.

Une inflation contenue

Variation trimestrielle de l'indice des prix à la consommation (en %)



Source : Préfecture

Après deux baisses trimestrielles consécutives, l'indice des prix à la consommation des ménages enregistre une augmentation de 1,1 % au deuxième trimestre (+ 1 % hors tabac). Toutefois, sur 12 mois, le ralentissement des prix se poursuit : -1,1 % en glissement annuel, après + 0,2 % en mars 2009 et + 7,2 % en juin 2008.

Cette évolution sur 12 mois est principalement liée à la baisse des prix des produits manufacturés (- 6,8 % en glissement annuel), notamment des carburants (- 18,1 % sur un an). L'évolution à la hausse sur le deuxième trimestre est imputable au renchérissement des produits alimentaires de 1,1 % et à la hausse des prix des services de 1,0 % sur le trimestre.

Poursuite de la dégradation de la balance commerciale

Les **importations** (mouvements d'entrepôts inclus) demeurent orientées à la baisse. Chiffrées à 12,555 millions d'euros pour le deuxième trimestre, elles enregistrent un recul de 15,0 % sur un trimestre et de 18,7 % sur un an. Cette évolution s'explique notamment par la forte réduction des importations de produits alimentaires et de produits manufacturés, respectivement de 41,6 % et de 11,7 % en glissement annuel. Les importations de produits pétroliers, après une chute importante au premier trimestre (- 64,2 % sur un an), sont restées stables au second trimestre (+ 1,1 %).

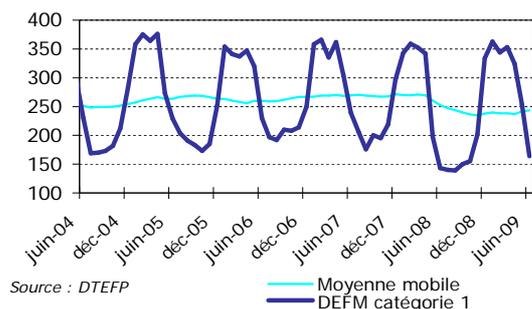
A 0,394 millions d'euros après 1,071 en juin 2008, les **exportations** (mouvements d'entrepôts inclus) ont fortement baissé au deuxième trimestre, entraînant un repli de près de 20% sur le semestre. Cette contraction est imputable à l'évolution des captures de la pêche, seul secteur qui exporte sa production.

Au total, la dégradation de la **balance commerciale** est restée limitée : le déficit ne s'est creusé que de 0,22 millions entre le premier et le deuxième trimestre, pour s'établir à 12,16 millions d'euros.

Le **taux de couverture** du deuxième trimestre (rapport entre les exportations cumulées et les importations cumulées en valeur) enregistre une évolution défavorable : il s'établit à 3,0 % contre 9,5 % au trimestre précédent.

Reprise saisonnière du marché de l'emploi

Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois catégorie 1



Source : DTEFP

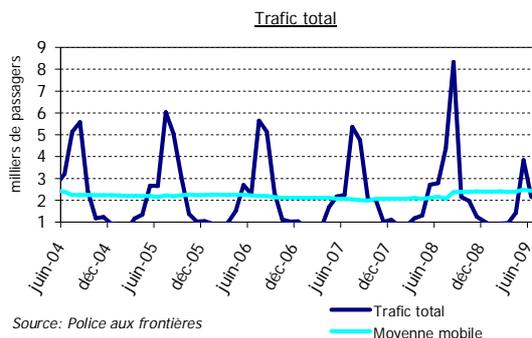
A fin juin 2009, le **marché du travail** comptait 164 demandeurs d'emplois en catégorie 1 (recherche d'un CDI à temps plein) et 221 toutes catégories confondues, soit des baisses respectives de 189 et 216 demandeurs par rapport à fin mars 2009. Le marché du travail a coutume de s'améliorer au deuxième trimestre avec le redémarrage de l'économie locale, lié à la reprise du secteur du BTP qui constitue un employeur important. Toutefois, sur un an, le marché de l'emploi affiche une évolution

défavorable avec 34 demandeurs d'emplois supplémentaires (dont 21 en catégorie 1). Pour 52 demandes d'emploi (toutes catégories confondues) enregistrées au deuxième trimestre, 9 offres de catégorie 1 (contrat supérieur à 6 mois) ont été pourvues par le Pôle Emploi.

En juin, 31 personnes bénéficiaient du **RMI** (contre 24 en mars et 28 en décembre 2008). Au total, 56 personnes (ayants droit et bénéficiaires directs) étaient ainsi prises en charge. Le montant total des prestations versées sur le trimestre s'élevait à 36 660 euros, en progression de 4,7 % par rapport au 1^{er} trimestre, mais en repli de 21,2 % sur un an. Le montant moyen de l'allocation par bénéficiaire s'élevait à 450,4 euros.

Progression du trafic aéroportuaire et maritime

Nombre total de passagers entrés dans l'archipel



Source : Police aux frontières

La reprise de l'activité touristique de la période estivale a favorisé la fréquentation de l'archipel : le nombre de passagers entrés sur le territoire au cours du deuxième trimestre a triplé pour s'établir à 7 410 personnes (trafic aérien et trafic maritime confondus). Sur un an, la fréquentation de l'archipel enregistre également une évolution à la hausse (+ 9,0 %, soit 610 passagers supplémentaires). Les passagers étrangers représentent 46,6 % du trafic du deuxième trimestre.

Comme il est habituel à cette période de l'année, la plupart des touristes sont entrés sur le territoire par voie maritime ; ainsi la voie aérienne n'a représenté que 45,3 % du trafic total (contre 95,8 % au premier trimestre). Avec 4 052 passagers, le **trafic maritime** s'inscrit à la hausse sur l'année, avec 601 passagers supplémentaires ; avec 3 358 passagers, le **trafic aérien** demeure stable par rapport au deuxième trimestre 2008 (+ 0,3 %).

Au deuxième trimestre 2009, la **fréquentation de l'aéroport Saint-Pierre-Pointe Blanche** a augmenté de 25,4 % (+ 5,0 % sur un an). Quelque 8 276 mouvements de passagers (cumul des entrées et des sorties du territoire + trafic inter-îles) ont été enregistrés.

Les **mouvements d'avions** - commerciaux (transports de passagers) et non commerciaux (avions privés) - ont progressé de 61,2 % sur le trimestre (309 mouvements supplémentaires) et de 27,6 % sur un an (176 mouvements supplémentaires).

A fin juin, **218 mouvements de navires** - navires de commerce (47 %), navires de pêche (5 %) et bateaux de plaisance (49 %) - sont enregistrés au port de Saint-Pierre, soit un surcroît de 152 mouvements par rapport au trimestre précédent. En revanche, les mouvements de navires sont en repli sur un an (- 21) en raison du fléchissement important des mouvements des bateaux de pêche (10 au deuxième trimestre 2009 contre 29 au deuxième trimestre 2008). Le **nombre d'heures de travail des dockers** s'élevait à 1 902 heures, en repli de 23,4 % sur le trimestre et de 1,4 % sur un an. Enfin, le **fret maritime** - qui intègre le total des importations (sauf produits pétroliers), des exportations et des mouvements d'entrepôts - s'établit à 5 652 tonnes, en baisse sur le trimestre (- 714 tonnes) mais en progression sur un an (+ 2 710 tonnes).

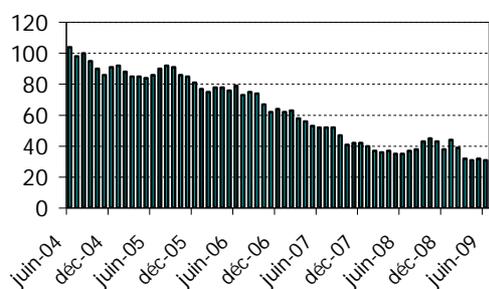
Démarrage difficile de la saison de la pêche artisanale

Les captures de la pêche artisanale sont réalisées dans la zone du 3Ps⁷, à l'intérieur des eaux sous juridiction française et canadienne. Chaque saison commence le 1^{er} avril et s'achève fin novembre. La pêche industrielle prend alors le relais. L'activité des pêcheurs est conditionnée par des quotas internationaux et nationaux. Le TAC de morue, fixé par le Conseil consultatif des pêches franco-canadien à 13 000 tonnes en 2008, a été abaissé à 11 000 tonnes pour la saison 2009/2010. L'archipel est autorisé à exploiter 15,6 % du TAC soit 1 716 tonnes dont 514,8 tonnes pour la pêche artisanale.

Les captures de la pêche artisanale (539,2 tonnes au deuxième trimestre) ont chuté de 25,5 % sur un an. Les prises de morue, qui s'élevaient à 13,9 tonnes au deuxième trimestre 2008, se sont effondrées à 1,3 tonne en 2009. Ce repli est notamment imputable au retrait, durant les mois d'avril et mai, de l'autorisation de naviguer du Marcel Angie, chalutier qui représente près de la moitié de l'activité de la pêche artisanale. La fermeture d'Interpêche, la principale usine de transformation des produits de la pêche, et sa reprise par SPM Seafood International ont également pénalisé l'activité du secteur.

Ralentissement de la consommation des ménages

Encours total de crédits à l'habitat des ménages



Source : IEDOM

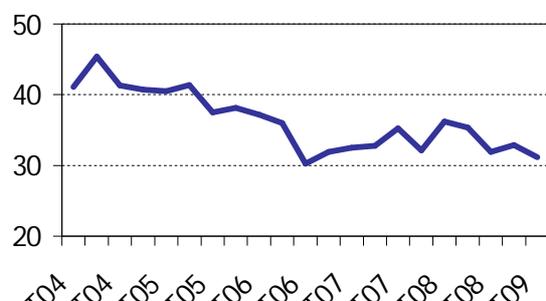
Les crédits à la consommation octroyés par les établissements de crédit locaux continuent de progresser régulièrement (+ 5,8 % sur le deuxième trimestre et + 22,5 % sur un an). **La consommation des ménages**, mieux orientée qu'au premier trimestre, demeure toutefois peu dynamique au vu de l'évolution sur 12 mois. Ainsi, les quantités importées de produits alimentaires (1 622 tonnes) ont fléchi de 8,5 % sur un an ; la contraction apparaît plus marquée en valeur (- 46,3 % sur le trimestre et - 41,6 % sur un an). Les importations de produits manufacturés s'inscrivent également dans une tendance baissière : - 21,0 % en valeur sur un an, - 11,7 % sur le trimestre.

Les achats de véhicules neufs des ménages sont plus faibles qu'en 2008. Au deuxième trimestre, les services de la Préfecture ont immatriculé 60 nouveaux véhicules de particuliers, soit 16 de plus qu'au 1^{er} trimestre, mais 19 de moins que l'année précédente.

Les indicateurs d'investissement des ménages sont mitigés : la distribution de crédits à l'habitat (59,398 millions d'euros) enregistre une progression de 1,6 % sur le deuxième trimestre et de 1,8 % sur un an.

En revanche, seuls 21 permis de construire (3 permis de résidences principales, secondaires et extensions et 18 de surélévations, tambours, garages et autres) ont été délivrés, contre 39 au deuxième trimestre 2008.

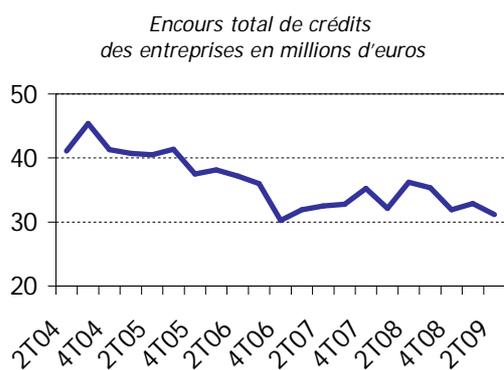
Nombre de personnes physiques en interdiction bancaire



Les **indicateurs de vulnérabilité** des ménages demeurent favorables. Le nombre d'incidents de paiement sur chèque continue de décroître, passant de 26 à 11 au cours du trimestre. Depuis janvier 2008, aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire reste stable, (31 à fin juin, 32 à fin mars). Enfin, les décisions de retrait de cartes bancaires demeurent rares (6 retraits au cours du deuxième trimestre).

⁷ Sous division de l'espace maritime de l'Organisation des Pêches de l'Atlantique Nord Ouest (OPANO)

Baisse des concours financiers aux entreprises



Le niveau des **concours financiers aux entreprises** s'inscrit à la baisse.

A fin juin 2009, l'encours total sain des crédits consentis par l'ensemble des établissements de crédit (31,157 millions d'euros) est en repli de 5,3 % par rapport au précédent trimestre et de 14,0 % sur un an. Cette régression concerne à la fois les encours des établissements de crédit de la zone (- 14,9 % sur un an) et hors zone (- 4,3 % sur un an). Les crédits d'exploitation ont diminué de 6,7 % sur le trimestre, les crédits d'équipement de 4,9 %.

La solidité financière des entreprises se maintient : depuis juillet 2008, l'archipel ne compte que 4 personnes morales en interdiction bancaire.

Annexes statistiques

Note méthodologique

L'IEDOM utilise pour réaliser son bulletin trimestriel de conjoncture :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (Services déconcentrés de l'Etat, etc.) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages, etc.) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) ;
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.

Les indicateurs quantitatifs sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries sont présentées dans les graphiques sous forme de tendance, le lissage des données étant alors effectué à l'aide de moyennes mobiles. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

À partir du bulletin trimestriel de conjoncture N° 122, il y a eu une modification dans l'agrégation des crédits. Les informations relatives aux entreprises individuelles ont été ventilées entre les ménages et les entreprises :

- pour les comptes ordinaires débiteurs et les crédits à l'habitat, elles ont été rattachées aux ménages,
- pour les autres crédits, elles ont été prises en compte au titre de l'activité économique et, donc, classées avec les entreprises.

Dès lors, les séries relatives aux crédits ne sont plus dans la continuité des précédents numéros.

* * *

1. Les secteurs d'activités

1.1 La pêche artisanale	p.13
1.2 La pêche industrielle	p.13
1.3 Les autres industries	p.13
1.4 Le trafic aéroportuaire	p.14
1.5 Le trafic portuaire	p.14
1.6 Le tourisme	p.15

2. Les entreprises

2.1 L'investissement	p.17
2.2 Les conditions de financement	p.17
2.3 Les indicateurs de vulnérabilité	p.17

3. Les ménages

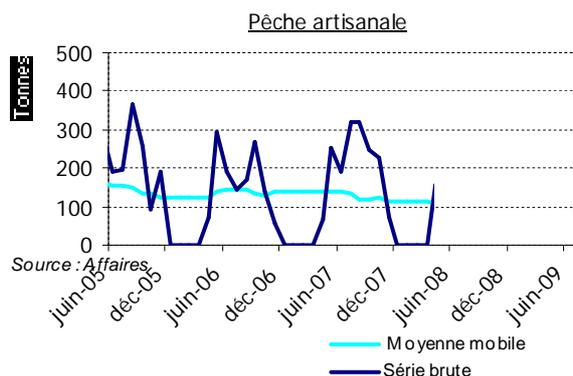
3.1 L'évolution de la consommation	p.19
3.2 Le financement de la consommation	p.19
3.3 L'investissement immobilier	p.19
3.4 La vulnérabilité de la trésorerie	p.20

4. Sélection d'indicateurs macro-économiques

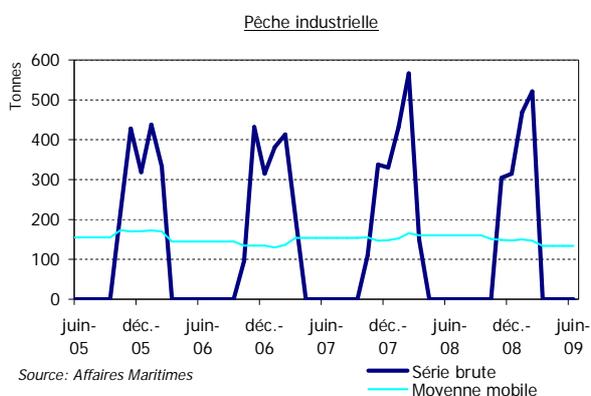
4.1 Marché de l'emploi, RMI	p.22
4.2 Indice des prix à la consommation	p.22
4.3 Salaires	p.22
4.4 Commerce extérieur	p.23
4.5 Energie	p.23

I. Les secteurs d'activité

1.1 La pêche artisanale

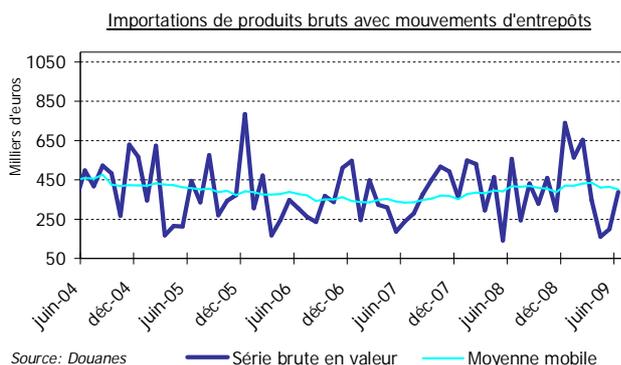


1.2 La pêche industrielle

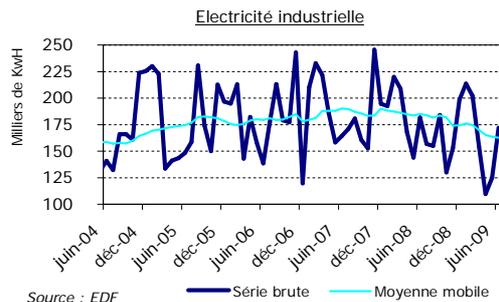


1.3 Les autres industries

Importations de produits bruts
(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



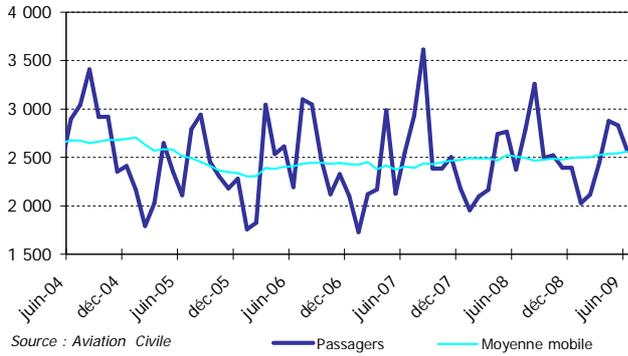
Electricité livrée aux industries
(données mensuelles en KWh)



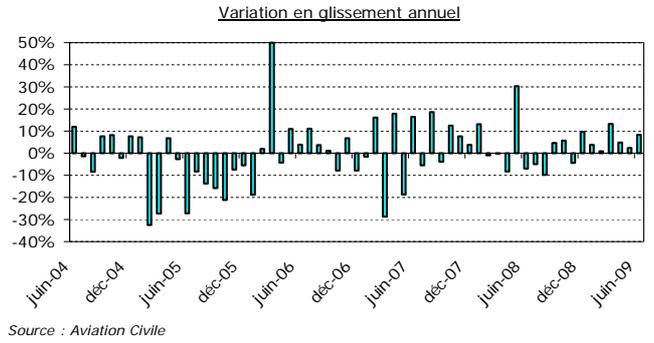
1.4 Le trafic aéroportuaire

Trafic de passagers à l'aéroport de Saint-Pierre-Pointe Blanche

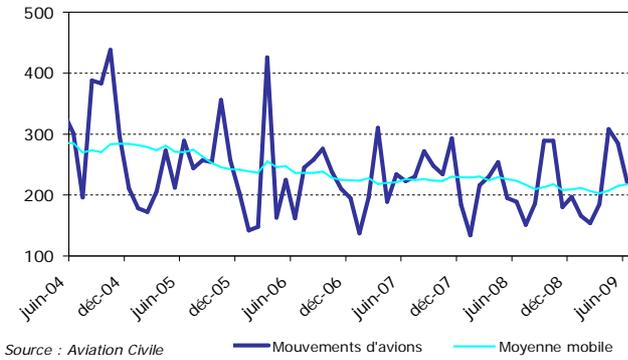
Données mensuelles brutes



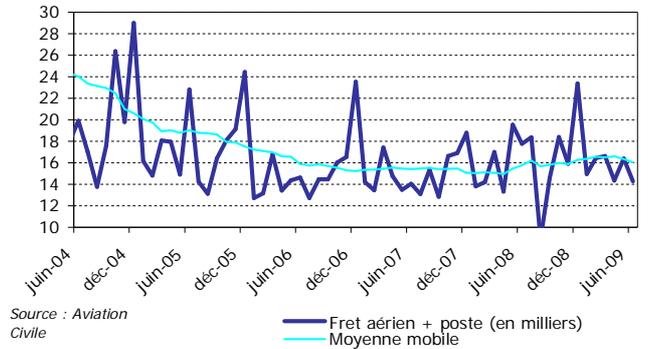
Variations mensuelles brutes en glissement annuel



Mouvements d'avions à l'aéroport de Saint-Pierre-Pointe Blanche (données mensuelles brutes)



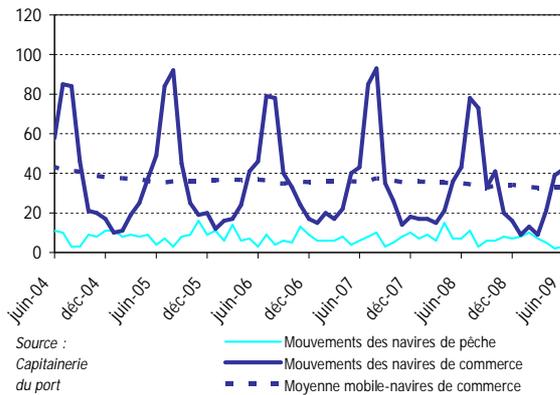
Fret et envois postaux (données mensuelles brutes en tonnes)



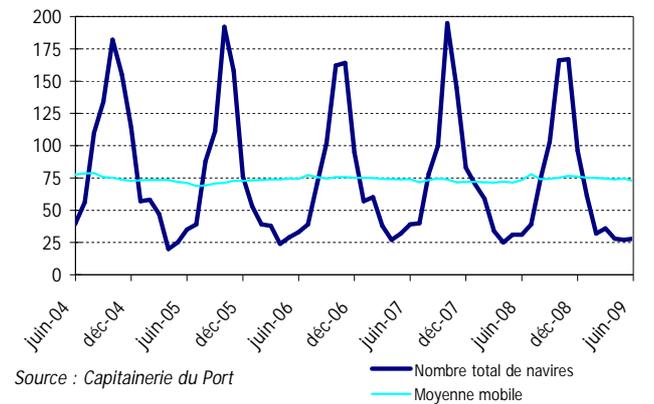
1.5 Le trafic portuaire

Mouvements de navires

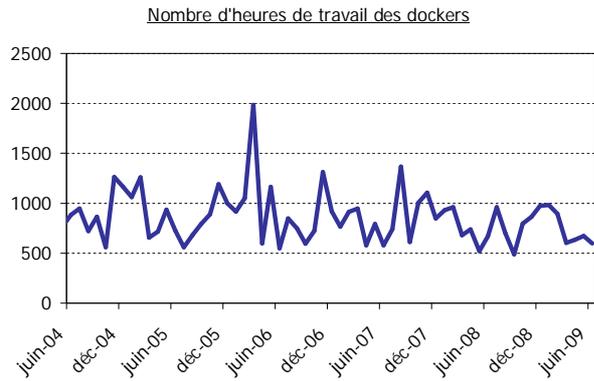
Données mensuelles brutes



Nombre total des mouvements de navires

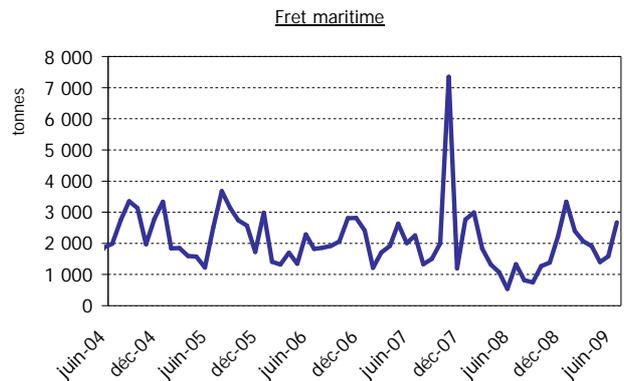


Nombre d'heures de travail des dockers
(données mensuelles brutes)



Source : Capitainerie du port

Fret
Hors produits pétroliers
(données mensuelles brutes en tonnes)

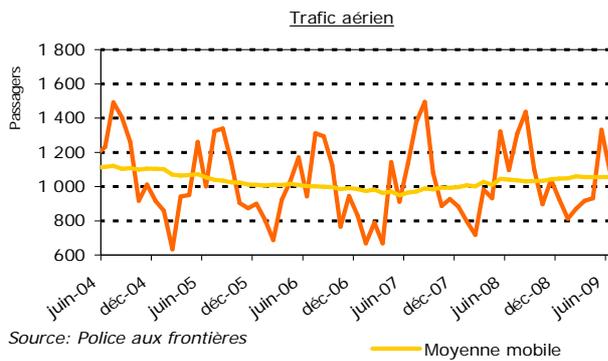


Source : Capitainerie du port

1.6 Le tourisme

Passagers entrés dans l'archipel

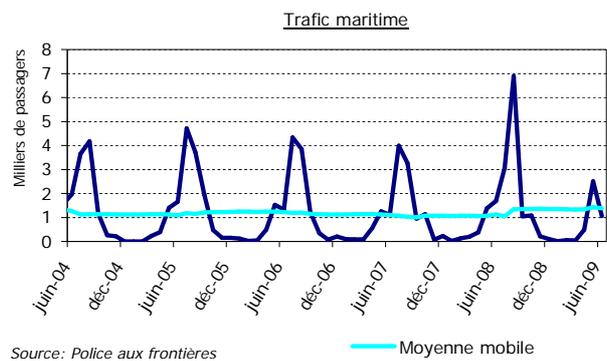
Données mensuelles brutes



Source: Police aux frontières

— Moyenne mobile

Données mensuelles brutes

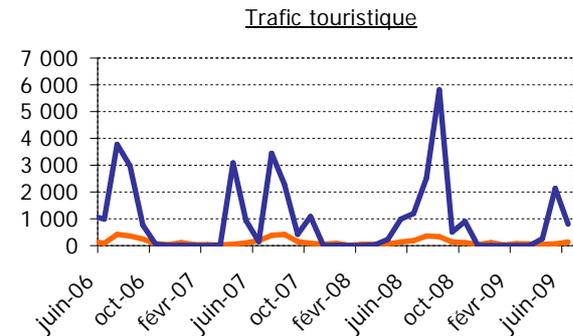


Source: Police aux frontières

— Moyenne mobile

Passagers non résidents entrés dans l'archipel

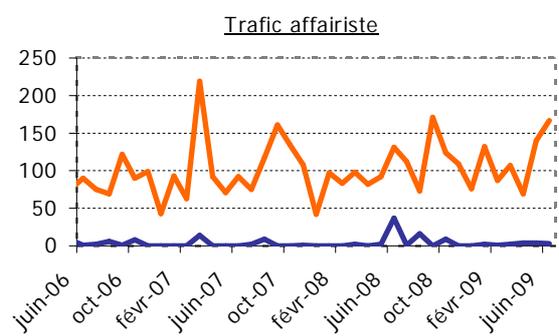
Données mensuelles brutes



Source : Police aux frontières

— Trafic aérien touristique
— Trafic maritime touristique

Données mensuelles brutes



Source : Police aux frontières

— Trafic aérien affaire
— Trafic maritime affaire

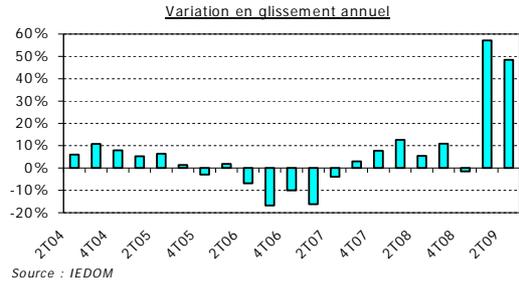
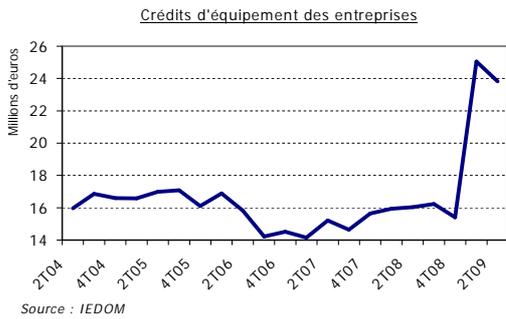
II. Les entreprises

2.1 L'investissement

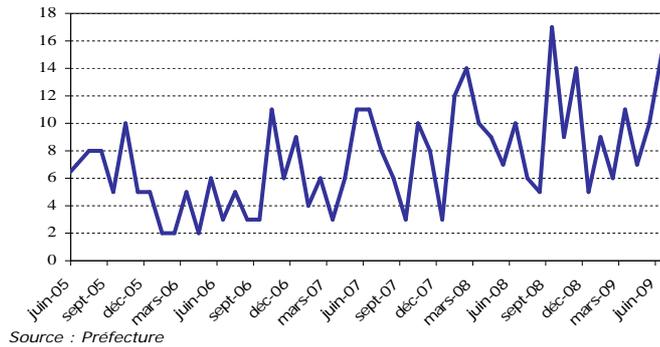
Encours totaux des crédits à l'équipement

Données trimestrielles brutes en millions d'euros

Variations trimestrielles brutes en glissement annuel

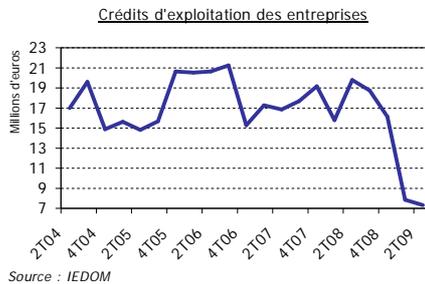


Nombre de véhicules utilitaires immatriculés (données mensuelles brutes)



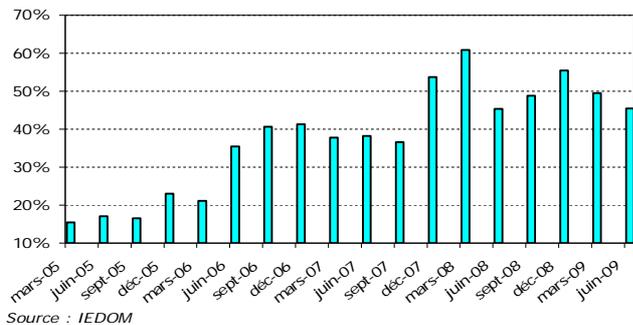
2.2 Les conditions de financement

Encours total des crédits d'exploitation (données trimestrielles brutes en milliers d'euros)

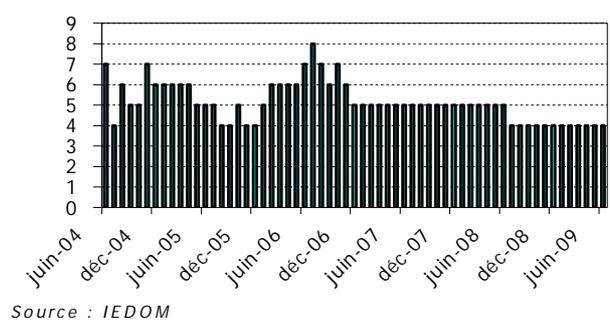


2.3 Les indicateurs de vulnérabilité

Créances douteuses brutes / total des crédits (données trimestrielles brutes)



Personnes morales interdites bancaires (données mensuelles brutes)

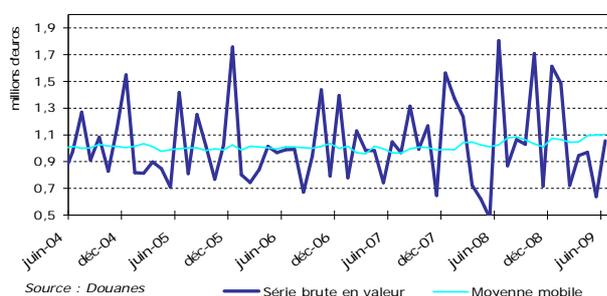


N. B. : Depuis le premier trimestre 2005, les comptes ordinaires débiteurs et les crédits à l'habitat des entrepreneurs individuels sont rattachés aux ménages et n'entrent donc plus en compte dans le calcul de l'encours des entreprises. Les autres types de crédits des entreprises individuelles (équipement, trésorerie...) demeurent classés avec ceux des entreprises.

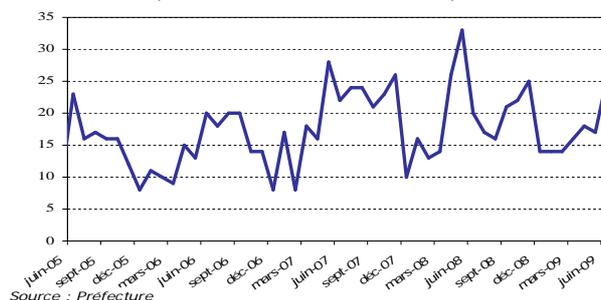
III. Les ménages

3.1 L'évolution de la consommation

Importations de produits alimentaires
(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



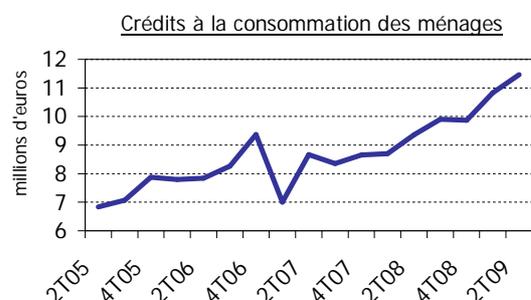
Nombre d'immatriculations de véhicules de particuliers
(données mensuelles brutes)



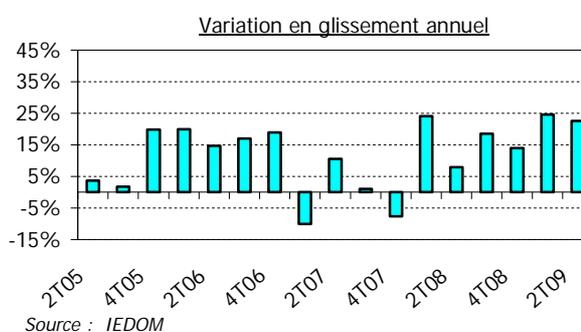
3.2 Le financement de la consommation

Encours totaux des crédits à la consommation

Données trimestrielles brutes en millions d'euros



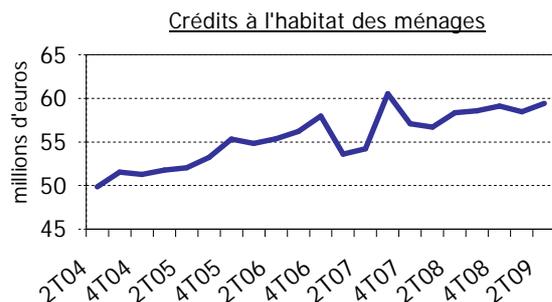
Variations trimestrielles en glissement annuel



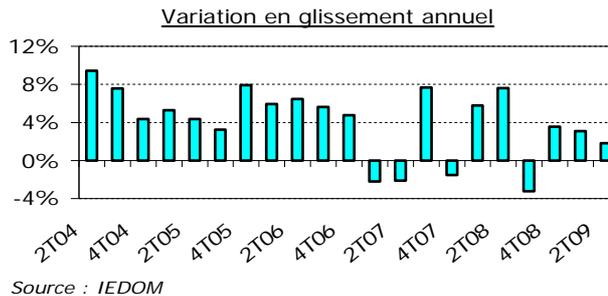
3.3 L'investissement immobilier

Encours totaux des crédits à l'habitat

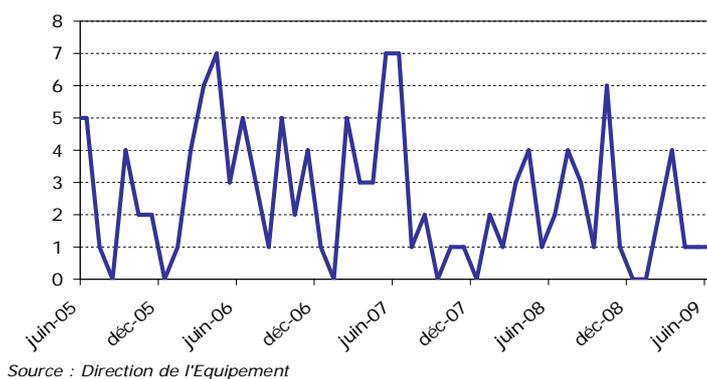
Données trimestrielles brutes en millions d'euros



Variations trimestrielles en glissement annuel

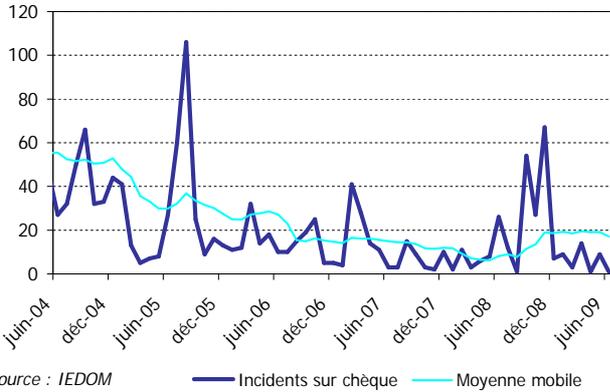


Nombre de permis de construire accordés (résidences principales, secondaires et extensions)
(données mensuelles brutes)

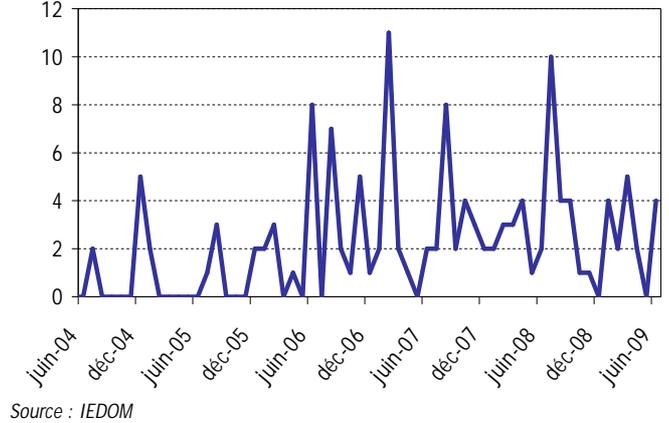


3.4 La vulnérabilité de la trésorerie

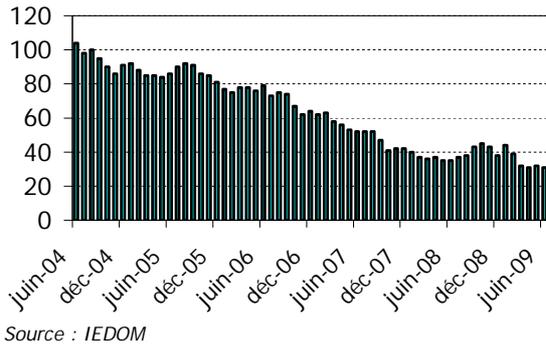
Incidents de paiement sur chèques
(données mensuelles brutes)



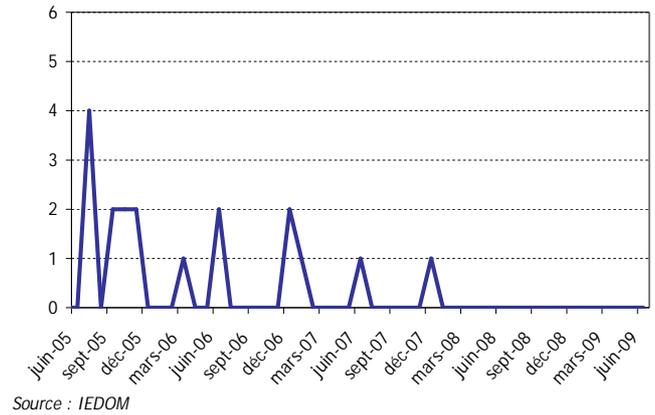
Décisions de retrait de cartes bancaires
(données mensuelles brutes)



Personnes physiques interdites bancaires
(données mensuelles brutes)



Déclarations de surendettement déposées auprès de la Commission
(données mensuelles brutes)

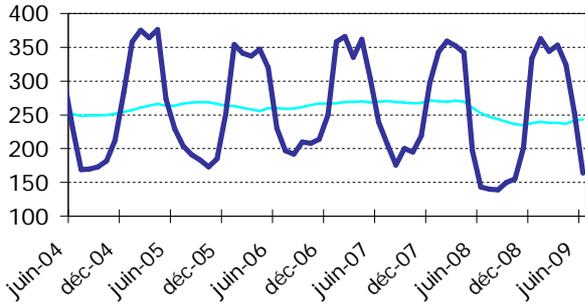


IV. Sélection d'indicateurs macro-économiques

4.1 Marché de l'emploi, RMI

Demandeurs d'emploi en fin de mois

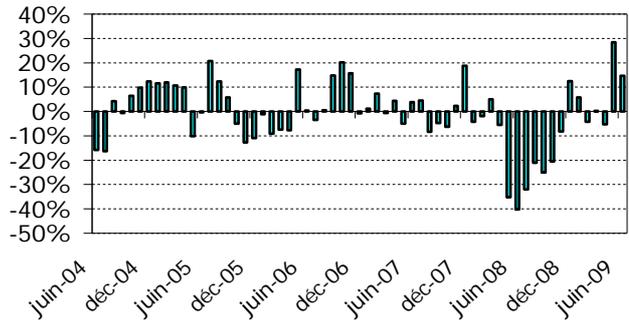
Données mensuelles brutes



Source : DTEFP

— Moyenne mobile
— DEFM catégorie 1

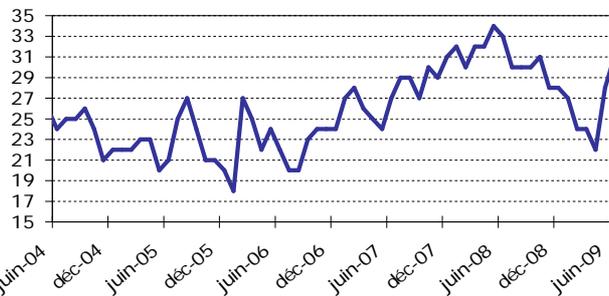
Variations mensuelles en glissement annuel



Source : DTEFP

Nombre d'allocataires du RMI (données mensuelles brutes)

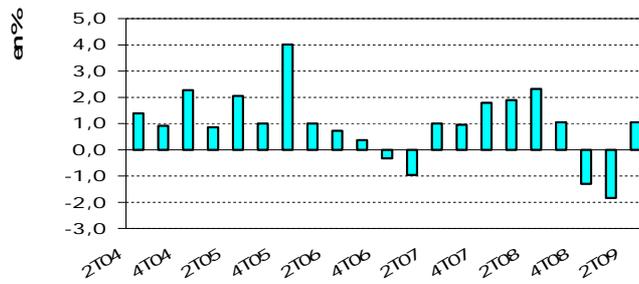
Nombre de bénéficiaires du RMI



Source: Caisse de Prévoyance Sociale

4.2 Indice des prix à la consommation

Variation trimestrielle de l'indice des prix à la consommation (en %)

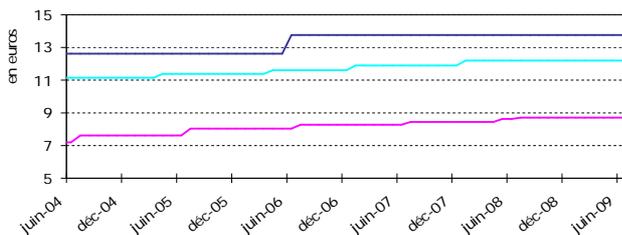


Source : Préfecture

4.3 Salaires

SMIC, salaire BTP et INTERPECHE (en euros)

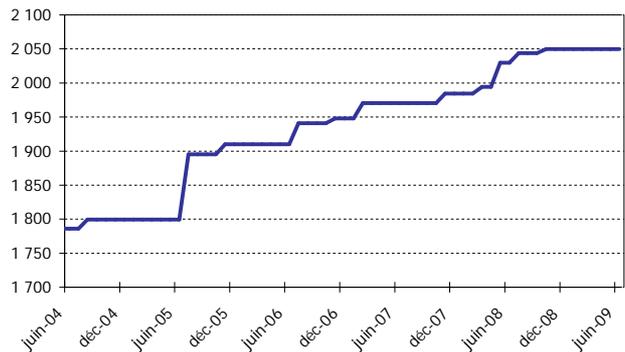
Salaires horaires



Source : DTEFP , SPM Seafood Intl

— Smic horaire brut
— Salaire horaire BTP brut (catégorie OO3)
— Salaire horaire brut SPM Seafood Intl (manutentionnaire)

Traitement mensuel minimum net de la fonction publique (en euros)

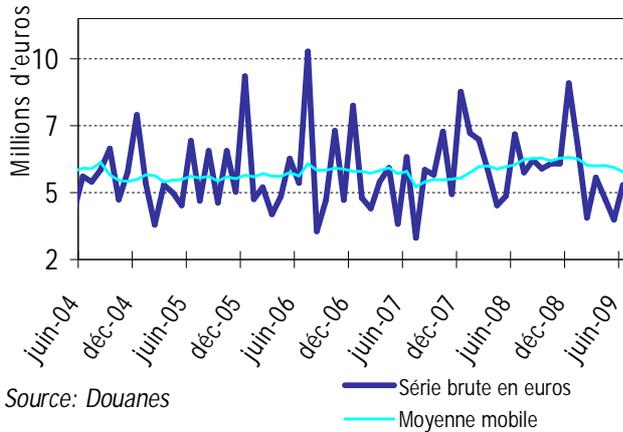


Source: Préfecture

4.4 Commerce extérieur

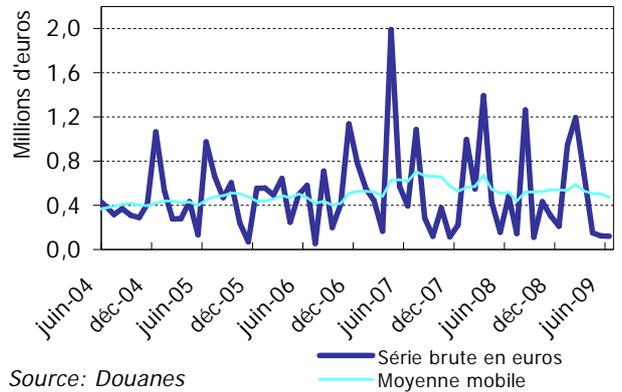
Importations

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



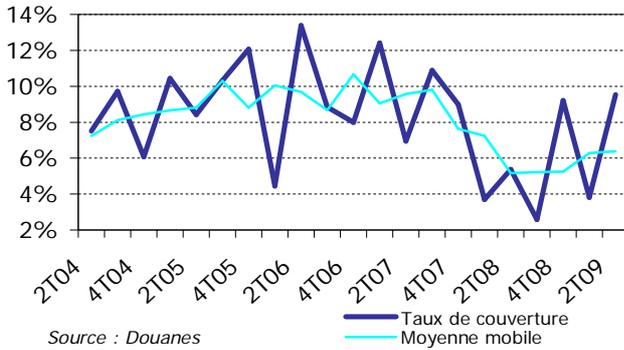
Exportations

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



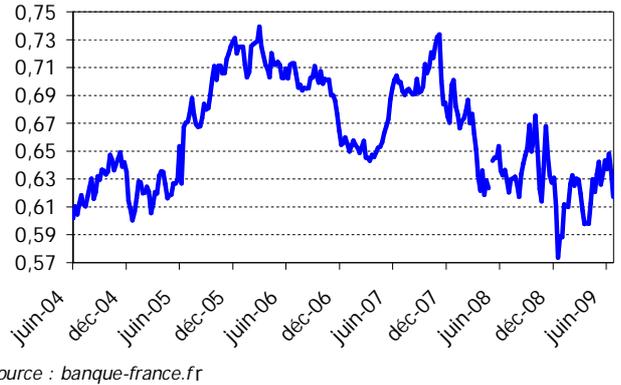
Taux de couverture

(données trimestrielles brutes)



Cours de la devise canadienne

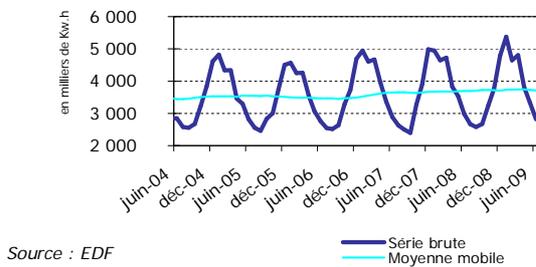
(en euros)



4.5 Energie

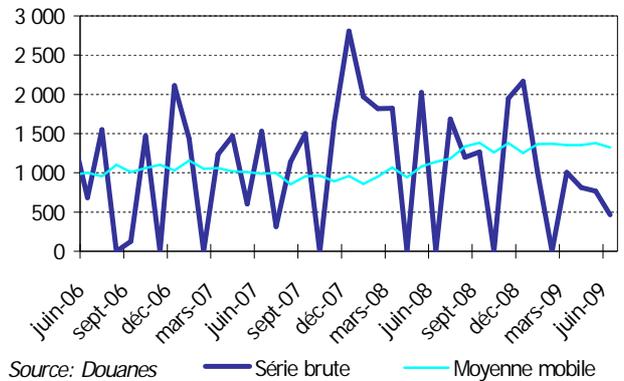
Electricité livrée au réseau

(données mensuelles brutes en kWh)



Importations de produits pétroliers

(données mensuelles brutes en milliers d'euros)



Marché du travail, emploi, RMI

Indicateurs de chômage	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juin-09/mar-09	juin-09/juin-09
Demandeurs d'emploi en catégorie 1 enregistrés en fin de mois	229	230	239	143	353	324	253	164	-53,5%	14,7%
Chômeurs indemnisés	204	173	171	111	349	327	237	129	-63,0%	16,2%

Source : DTEFP

Demandes et offres d'emploi	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	Cumul 09	juin-09/mar-09	S09/S08*
Demandes d'emploi enregistrées au cours du mois toutes catégories	33	26	33	17	45	18	21	13	190	-71,1%	-15,2%
Offres d'emploi enregistrées au cours du mois en catégorie 1	7	1	6	26	2	4	2	3	16	50,0%	-68,0%

Source : DTEFP

Revenu Minimum d'Insertion	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	juin-09/mar-09	juin-09/juin-08
Allocataires en fin de mois	21	22	27	33	24	22	28	31	29,2%	-6,1%

Source : CPS

Indice des prix à la consommation

Indice des prix	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	juin-09	juin-09/mar-09	juin-09/juin-08
Indice trimestriel des prix à la consommation Base 100 : déc 2002	109,29	116,79	116,86	125,27	126,59	124,95	122,65	123,94	1,1%	-1,1%

Source : Préfecture

Commerce extérieur (en valeur)

Commerce extérieur	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 09	2T09/1T09	S09/S08*
Importations totales (en milliers deuros)	14 954	14 996	14 584	15 072	16 359	19 761	14 762	12 555	27 317	-15,0%	-18,7%
Exportations totales (en milliers deuros)	1 543	1 327	2 960	1 071	1 518	950	2 822	394	3 216	-86,0%	-19,7%

Source : Douanes

Energie

Energie	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	mars-09	avr-09	mai-09	juin-09	Cumul 09	juin-09/mar-09	S09/S08*
Energie électrique livrée au réseau (données brutes, en millions de kWh)	2,82	2,76	2,89	2,98	4,81	3,81	3,33	2,82	24,79	-41,4%	0,5%
Importations de produits pétroliers (en tonnes)	3 431	1 358	3 044	0	2 848	2 307	2 017	1 302	11 141	-54,3%	-6,8%

Source : EDF, douanes

* Σ 09/Σ 08

Investissement des entreprises et vulnérabilité des paiements

Immatriculat. véhicules utilitaires neufs immatriculés	juin05	juin06	juin07	juin08	mars09	ar-09	mai-09	juin09	Cumul 09	juin09/mar-09	S09/S08*
	7	3	11	10	11	7	10	15	58	36,4%	-6,5%

Source : Préfecture

Financement	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08
Encours totaux crédits équipement entreprises (millions euros)	16,991	15,832	15,215	16,043	16,237	15,412	25,051	23,825	-4,9%	48,5%

Source : IEDOM. Les données de ce tableau sont en cours de révision ; elles n'ont pas été mises à jour au premier trimestre 2009.

Interdictions bancaires	juin05	juin06	juin07	juin08	mars09	ar-09	mai-09	juin09	juin09/mar-09	juin09/juin08
Personnes morales inscrites au FCC	5	7	5	5	4	4	4	4	0,0%	-20,0%

Source : IEDOM

Consommation et vulnérabilité des ménages

Immatriculat. véhicules particuliers neufs immatriculés	juin05	juin06	juin07	juin08	mars09	ar-09	mai-09	juin09	Cumul 09	juin09/mar-09	S09/S08*
	23	20	22	20	16	18	17	25	104	56,3%	-14,8%

Source : Préfecture

Financement	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	2T09/1T09	2T09/2T08
Encours totaux crédits à la consommation (millions euros)	6,835	7,838	8,665	9,355	9,903	9,869	10,833	11,463	5,8%	22,5%
Encours totaux crédits habitat (millions euros)	52,022	55,38	54,21	58,334	58,56	59,111	58,467	59,398	1,6%	1,8%

Source : IEDOM. Les données de ce tableau sont en cours de révision ; elles n'ont pas été mises à jour au premier trimestre 2009.

Interdictions bancaires et retraits de CB	juin05	juin06	juin07	juin08	mars09	ar-09	mai-09	juin09	juin09/mar-09	juin09/juin08
Personnes physiques inscrites au FCC	86	79	52	35	32	31	32	31	-3,1%	-11,4%
Retrait de cartes bancaires	0	8	2	2	5	2	0	4	-20,0%	100,0%

Source : IEDOM

Surendettement	juin05	juin06	juin07	juin08	mars09	ar-09	mai-09	juin09	Cumul 09	juin09/mar-09	S09/S08*
Dossiers déposés auprès secrétariat Commission de surendettement	0	2	1	0	0	0	0	0	0	-	-

Source : IEDOM

* Σ 09/Σ 08

Salaires, revenus, coût de la main d'oeuvre

Salaires	juin-05	juin-06	juin-07	juin-08	mars-09	av-09	mai-09	juin-09	juin-09/mars-09	juin-09/juin-08
SMIC horaire brut	7,61	8,03	8,27	8,63	8,71	8,71	8,71	8,71	0,0%	0,9%
Salaire horaire brut BTP	12,62	13,77	13,77	13,77	13,77	13,77	13,77	13,77	0,0%	0,0%
Salaire horaire brut manutentionnaire Interpêche	11,39	11,61	11,9	12,2	12,2	12,2	12,2	12,2	0,0%	0,0%

Sources : JO, DTEFP, Interpêche

Sélection d'indicateurs sectoriels

Secteur primaire

Pêche	juin05	juin06	juin07	juin08	mars09	av-09	mai-09	juin09	Cumul 09	juin09/mars-09	S09/S08*
Pêche industrielle (en kt)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-
Pêche artisanale (en kg de produit brut)	189025	188996	188261	353847	0	113054	142359	283814	539227	-	-25,5%

Source : Affaires maritimes

Tourisme

Trafic de passagers	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 09	2T09/1T09	S09/S08*
Trafic aérien (passagers entrés dans l'archipel)	3212	3141	3189	3349	3844	2862	2601	3358	5959	29,1%	1,9%
Trafic maritime (passagers entrés dans l'archipel)	3447	3340	2917	3451	11006	1388	113	4052	4165	3465,8%	9,7%
Trafic touristique aérien	-	322	336	371	817	266	145	241	386	66,2%	-20,9%
Trafic touristique maritime	-	2302	4167	2433	8839	913	4	3200	3204	7990,0%	30,2%
Trafic affairiste aérien	-	253	255	305	356	309	326	376	702	15,3%	20,4%
Trafic affairiste maritime	-	9	0	39	17	9	5	11	16	120,0%	-61,0%

Source : Police aux frontières

Trafic aéroportuaire et portuaire

Trafic aéroportuaire	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 09	2T09/1T09	S09/S08*
Passagers (entrées et sorties aéroport)	7113	7340	7663	7882	8537	7307	6598	8276	14874	25,4%	5,48%
Mouvements d'avions à l'aéroport	774	550	667	638	626	666	505	814	1319	61,2%	8,29%
Fret et envois postaux (tonnes)	55,66	42,43	42,28	50,66	41,87	57,67	48,04	45,01	93,05	-6,3%	-2,74%

Source : Aviation civile

Trafic portuaire	2T05	2T06	2T07	2T08	3T08	4T08	1T09	2T09	Cumul 09	2T09/1T09	S09/S08*
Mouvements de navires	212	218	216	239	441	149	66	218	284	230,3%	-11,8%
Nombre heures de travail des dockers	2380	2310	1951	1930	2152	2637	2484	1902	4385	-23,4%	-2,6%
Fret (tonnes)	5305	5455	6888	2942	2837	6946	6366	5652	12018	-11,2%	32,4%

Source : Capitainerie du Port

* $\Sigma 09 / \Sigma 08$

Ont participé à la rédaction de ce Bulletin économique :

Hélène DESNOS
Guy ROUSSEAU

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Guy ROUSSEAU
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Août 2009 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site internet : www.iedom.fr